

disait le 2 novembre à la première commission des Nations Unies qu'il doit y avoir de la surveillance relativement à l'abolition des essais?

L'hon. M. Green: Je crois que le chef de l'opposition interprète mal la déclaration du secrétaire parlementaire.

L'hon. M. Pearson: Je serais heureux de donner lecture de son discours.

L'hon. M. Green: Notre attitude a été absolument claire.

Que dit le chef de l'opposition à ce sujet, suivant la page 1033 du hansard? Il a énoncé la politique libérale au sujet des essais nucléaires. J'ai déclaré qu'elle était aussi claire que de l'eau trouble et que si quelqu'un réussissait à en tirer un élément pratique ou sensé, je le trouverais extrêmement intelligent. Voici ce qu'a dit le chef de l'opposition dans son discours de Vancouver. Je cite un extrait de la page 1034 du hansard du 11 février:

J'ai dit à cette occasion et je le répète ce soir: Notre politique... en matière d'essais nucléaires, devrait renfermer les points suivants:

(1) il n'y aura plus d'essais nucléaires de notre côté...

Comment cela pouvait-il être très utile, selon lui, je l'ignore. Apparemment, il n'y était pas question que les communistes poursuivent leurs tests.

...pendant une certaine période, disons deux ans, même si l'autre côté refuse de prendre le même engagement. A la fin de cette période... l'interdiction pourra être réétudiée à la lumière de ce qui se sera produit...

(2) Durant cette période... nous devrions tenter un effort suprême pour conclure avec l'autre côté un traité international en vue de l'interdiction de ces essais dans l'avenir, tout en prenant les mesures appropriées de surveillance internationale.

Puis, il a poursuivi:

"La conférence de Genève a réalisé un certain progrès à cet égard, mais ce n'est pas suffisant.

(3) Nous pouvons prendre l'initiative aux Nations Unies en insistant pour obtenir la promesse solennelle de tous les États membres... qui ne possèdent pas à l'heure actuelle d'armes atomiques qu'ils ne fabriqueront pas de ces armes dans l'avenir.

C'est déjà assez mal d'avoir deux, trois ou même quatre puissances qui sont capables de détruire totalement les peuples. Il serait infiniment plus grave d'en avoir 15, 20 ou 30, y compris certaines dictatures irresponsables. Et cela arrivera certainement si l'on ne fait rien pour l'empêcher.

(4) Les États-Unis doivent fournir au Canada des renseignements complets sur le danger des retombées radio-actives des petites armes atomiques tactiques qui sont actuellement mises au point pour servir, non contre des villes et des populations, mais contre les forces armées d'un agresseur.

Il n'y a pas là de déclaration précise au sujet des essais nucléaires, et il fallait cependant faire face à ce problème l'année dernière. Il revêt une importance vitale maintenant, et non dans deux ans.

[L'hon. M. Pearson.]

Le chef de l'opposition nous a accusés de changer de politique à la veille des négociations. J'ai signalé que nous avons bien précisé notre ligne de conduite en septembre dernier, quelques semaines avant que soit institué le Comité de désarmement des Dix, et il n'y a eu aucun changement depuis. Cette même ligne de conduite a eu l'appui d'un grand nombre de pays d'Afrique et d'Asie, comme je l'ai déjà dit au cours de mes observations. Ils se rendent maintenant compte que nous sommes sérieux en adoptant comme principe de nous opposer aux essais nucléaires. La politique exposée par le chef de l'opposition ne leur donnait pas le même réconfort. Notre programme était bien précis. C'est là une des raisons pour lesquelles tous ces pays ont tant de sympathie pour le Canada aujourd'hui.

L'hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, sur cette question d'une très haute importance, le ministre voudrait-il alors expliquer les paroles employées le 2 novembre dernier aux Nations-Unies par son secrétaire parlementaire. Je cite un passage de son discours communiqué par son ministère:

Nous espérons surtout que l'on trouvera une solution au problème essentiel qui consiste à savoir comment l'organe de réglementation en viendra à des décisions au sujet des inspections pouvant orienter utilement d'autres délibérations.

Cela ne signifie pas la fin des essais sans contrôle et inspection, c'est certain. Ce n'est pas la ligne de conduite dont on parle maintenant.

L'hon. M. Green: Le chef de l'opposition n'a pas raison. Mon secrétaire parlementaire a reconnu la nécessité d'élaborer, dans un comité composé de trois membres qui s'occupe maintenant de la question des essais nucléaires, une méthode quelconque de contrôle. Voilà un point de réglé. L'autre c'est que le Canada croit qu'aucun nouvel essai nucléaire ne devrait avoir lieu.

Je puis donner aux honorables députés un exemple de la forte amitié que ressentent pour le Canada les peuples d'Afrique et d'Asie. Il y a environ trois semaines, le ministère des Affaires extérieures a donné une réception en l'honneur des étudiants qui se trouvaient à Ottawa sous l'empire de divers programmes d'aide. En outre, il se trouvait qu'il y avait une douzaine d'économistes africains en visite ici sous les auspices des Nations Unies. Nous comptons, lors de cette réception, des jeunes gens et jeunes filles des pays suivants,—et je crois que le nombre de pays représentés va étonner et réconformer les honorables députés: Ghana, Nigeria, Guinée, Libéria, Lybie, Somalie, République arabe unie, Pakistan, Inde, Ceylan, Malaisie, Indonésie, Nord-Bornéo, Sarawak, Philippines, Laos, Birmanie et Thaïlande. D'un bout à l'autre de ces deux continents, aujourd'hui, le Canada compte de nombreux amis.